

TABLE DES MATIÈRES

Avertissements	7
Remerciements	11
Abréviations	13
Sommaire	17
Objet et plan de l'ouvrage	19
Orientation bibliographique	23

PREMIÈRE PARTIE **La relation médicale**

CHAPITRE I^{er} **PANORAMA DES SOURCES** **DU DROIT MÉDICAL**

Introduction	32
---------------------------	----

Section 1

Convention européenne des droits de l'homme	35
--	----

§ 1. Importance, fonction et rôle	37
§ 2. Dispositions pertinentes et secteurs d'influence	41
<i>Droit à la vie</i>	41
<i>Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants</i>	42
<i>Droit au respect de la vie privée et familiale</i>	44
<i>Liberté de pensée, de conscience et de religion</i>	46

Section 2

Autres sources supranationales	47
---	----

§ 1. Présentation	47
§ 2. Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine	50

Section 3

Législation nationale spécifique	53
---	----

§ 1. Loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé	54
---	----

§ 2.	Loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins	55
§ 3.	Loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes et loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine	56
§ 4.	Loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques médicales non conventionnelles	57
§ 5.	Loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient	57
§ 6.	Loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et loi du 14 juin 2002 relative aux soins palliatifs	59
§ 7.	Loi du 11 mai 2003 relative à la recherche sur les embryons <i>in vitro</i> et loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée	60
§ 8.	Loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine	61
§ 9.	Loi du 31 mars 2010 relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé	62
§ 10.	Loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme <i>e-Health</i>	64
§ 11.	Loi du 19 décembre 2008 relative à l'obtention et à l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines ou à des fins de recherche scientifique	66
§ 12.	Depuis 2010 : loi du 23 mai 2013 (médecine esthétique non chirurgicale et chirurgie esthétique) et loi du 4 avril 2014 (professions des soins de santé mentale)	67
§ 13.	Normes spécifiques encadrant certaines professions, normes périphériques	69
Section 4		
Constitution et Code civil		70
Section 5		
Code pénal		72
§ 1.	Incrimination de principe des coups et blessures volontaires ou involontaires	73
§ 2.	Obligation d'assistance à personne en danger	74
	<i>Notion</i>	74
	<i>Limites : l'erreur de diagnostic</i>	75
	<i>Incise : état de nécessité</i>	76
	<i>Quelques applications de l'obligation d'assistance à personne en danger</i>	77
§ 3.	Administration de substances nocives	80
§ 4.	Secret professionnel	81
§ 5.	Interruption volontaire de grossesse	83
Section 6		
Jurisprudence		83
§ 1.	Nature et rôle	86
§ 2.	Secteurs d'influence	88

Section 7	
Doctrine 90	
§ 1.	Nature, statut et rôle 91
§ 2.	Importance en droit (bio)médical 93
Section 8	
Déontologie 95	
§ 1.	Notion 96
§ 2.	Code de déontologie médicale 97
§ 3.	Volet disciplinaire 99
§ 4.	Droit à un procès équitable 100
Section 9	
Éthique 102	
§ 1.	Définition et rôle 104
§ 2.	Comités d'éthique 107
CHAPITRE 2	
LE CADRE JURIDIQUE DE LA RELATION MÉDICALE : DU CONTRAT À LA DÉCISION	
Section 1	
Causes de justification de l'acte médical 114	
§ 1.	Démarche suivie 114
§ 2.	Consentement du patient 116
§ 3.	But thérapeutique 118
§ 4.	Proportionnalité entre les risques et le résultat 119
§ 5.	Respect des règles de l'art 119
Section 2	
Position traditionnelle : le contrat comme fondement de la relation médicale 121	
§ 1.	Principes 121
§ 2.	Conséquences principales 124
§ 3.	Critique de l'analyse classique 126
Section 3	
Au-delà du contrat : le contrôle d'une décision 128	
§ 1.	Transcendance du contrat par référence aux droits fondamentaux 129
§ 2.	Incidence de la dignité humaine 131

§ 3.	Droit français	132
§ 4.	Synthèse : dépassement du contrat	134
	<i>Nécessité et justification</i>	134
	<i>Impulsion : arrêt de la Cour de cassation du 14 décembre 2001</i>	136

CHAPITRE 3 LA LOI RELATIVE AUX DROITS DU PATIENT

Section 1

Définitions et champ d'application (art. 2 et 3)

§ 1.	Champ d'application large	141
§ 2.	Types de relations juridiques visées	143

Section 2

Garanties générales (art. 4 à 6)

§ 1.	Obligation de respecter la loi et devoir de collaboration du patient.....	145
§ 2.	Droit à des prestations de qualité	146
§ 3.	Droit au libre choix du prestataire de soins	147

Section 3

Droit de plainte, fonction de médiation et Commission fédérale « Droits du patient » (art. 11 et 16)

§ 1.	Procédure préalable amiable	148
§ 2.	Commission fédérale « Droits du patient »	151
§ 3.	Modification d'autres lois	151

CHAPITRE 4 L'INFORMATION ET LE CONSENTEMENT

Introduction	156
--------------------	-----

Section 1

Le droit fondamental au consentement éclairé

§ 1.	Consentement au contrat de soins et assentiment aux actes médicaux successifs composant le traitement	158
§ 2.	Justification et implications	160
§ 3.	Le droit au consentement éclairé dans la loi relative aux droits du patient.....	164
	<i>Forme du consentement</i>	165

Section 2

L'absence de consentement

§ 1.	Refus de consentir et renonciation au droit de consentir	167
------	--	-----

	<i>Principes</i>	167
	<i>Refus anticipé d'une intervention</i>	168
	<i>Jurisprudence</i>	170
§ 2.	Exceptions à l'obligation de recueillir le consentement.....	171
	<i>Situations d'urgence ou de nécessité médicale</i>	172
	<i>Examens médicaux dans le cadre des relations de travail</i>	173
	<i>Prévention des maladies contagieuses et vaccinations obligatoires</i>	174
	<i>Constatation de l'état d'ivresse</i>	177
	<i>Jurisprudence</i>	178
Section 3		
	La portée du consentement	179
§ 1.	Principes.....	179
	<i>Extended operations : hypothèses claires</i>	180
§ 2.	Hypothèse problématique.....	181
Section 4		
	L'information du patient : principes et modalités	184
§ 1.	Information globale et informations ponctuelles.....	184
§ 2.	Principes généraux.....	186
§ 3.	Forme de l'information.....	188
§ 4.	Débiteur de l'obligation d'information.....	190
§ 5.	Créancier de l'information.....	191
Section 5		
	Contenu de l'information	192
§ 1.	L'information préalable selon la loi relative aux droits du patient.....	193
§ 2.	Diagnostic.....	195
§ 3.	Traitement envisagé.....	196
§ 4.	Risques.....	199
	<i>Étendue de l'obligation d'information quant aux risques en France</i>	200
	<i>Évolution des théories en Belgique</i>	202
	<i>Critères permettant d'identifier les risques significatifs ou pertinents pour le patient</i>	203
	<i>Risque postérieur au traitement</i>	207
Section 6		
	Exceptions à l'obligation d'information	207
§ 1.	Droit de ne pas être informé.....	207
	<i>Principes</i>	207
	<i>Loi relative aux droits du patient</i>	209

§ 2. Exception thérapeutique.....	210
<i>Notion</i>	210
<i>Conditions prévues par la loi relative aux droits du patient</i>	211

Section 7

Preuve du défaut d'information et de consentement	213
--	-----

§ 1. Principe et évolution, Belgique et France.....	213
§ 2. Arrêts des 14 décembre 2001, 16 décembre 2004 et 25 juin 2015.....	217
<i>L'arrêt du 14 décembre 2001</i>	217
<i>L'arrêt du 16 décembre 2004</i>	219
<i>L'arrêt du 25 juin 2015</i>	220

Section 8

Domage consécutif à un manquement au devoir d'information	222
--	-----

§ 1. La chance perdue du patient raisonnable	222
§ 2. Le préjudice d'impréparation	226

CHAPITRE 5 LES PATIENTS VULNÉRABLES

Introduction	232
---------------------------	-----

Section 1

Les mineurs	234
--------------------------	-----

§ 1. Autorité parentale et association du mineur à la décision	236
§ 2. Particularité de la relation de soins : la capacité naturelle	238
<i>Association du mineur à l'exercice de ses droits ou exercice autonome de ceux-ci</i>	239
§ 3. Situations d'urgence et abus d'autorité parentale	241
§ 4. Prise en compte de l'avis ou du consentement du mineur dans d'autres lois.....	242
§ 5. Problèmes liés à une absence de participation des parents à la décision médicale	246

Section 2

Les majeurs inaptes à consentir valablement en raison de leur état physique ou mental	248
--	-----

§ 1. Loi du 26 juin 1990 sur la protection de la personne des malades mentaux.....	251
<i>Principes et procédures</i>	251
<i>Capacité des malades mentaux de consentir au traitement</i>	255
§ 2. Administrateur de la personne (loi du 17 mars 2013)	256
<i>Protection judiciaire et actes médicaux</i>	258
§ 3. Remodelage du système prévu par la loi relative aux droits du patient	261

<i>Les incapables de fait avant la loi relative aux droits du patient</i>	262
<i>« Mandataire de santé », administrateur éventuel et représentation « en cascade »</i>	263
<i>Représentation finalisée et pouvoir marginal de dérogation</i>	266
§ 4. Règles spécifiques applicables aux patients incapables	268

CHAPITRE 6

LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU PATIENT : LE SECRET MÉDICAL ET LE DOSSIER MÉDICAL

Section 1

La confidentialité : le secret médical

§ 1. Champ d'application et conséquences	275
<i>Personnes visées et données couvertes</i>	275
<i>Conséquences d'une violation du secret</i>	278
§ 2. Exceptions et limites : procédures judiciaires	279
<i>Procédures judiciaires où le médecin est entendu comme témoin</i>	279
<i>Procédures judiciaires où le médecin est mis en cause</i>	281
§ 3. Incidence du consentement du patient	282
<i>Position traditionnelle : le consentement du patient est insuffisant</i>	282
<i>Tendance actuelle : libre disposition du secret médical moyennant le consentement du patient</i>	284
§ 4. Exceptions légales	289
<i>Consentement du patient requis</i>	291
§ 5. Obligation générale de divulgation des infractions pénales	294
§ 6. Maltraitements commis sur un mineur	298
<i>Extension déraisonnable</i>	300
§ 7. Intervention d'un médecin pour le compte de tiers	302

Section 2

La transparence : le dossier médical

§ 1. Obligation de tenue et contenu du dossier	306
§ 2. Traitement automatisé des données médicales : régime instauré par la loi du 8 décembre 1992	309
§ 3. Accès du patient à ses propres données médicales : régime instauré par la loi relative aux droits du patient	313
<i>Évolution progressive et besoin d'une consécration légale</i>	313
<i>Droit de consultation directe</i>	314
<i>Assistance ou exercice par la personne de confiance ; incidence de l'exception thérapeutique</i>	316
<i>Droit à la copie du dossier</i>	317
<i>Accès au dossier après le décès du patient</i>	318
<i>Droit de consultation et de copie du dossier pour les patients incapables</i>	320
<i>Conclusion sur la protection de la vie privée du patient</i>	321

DEUXIÈME PARTIE

La responsabilité médicale

Introduction	329
--------------------	-----

CHAPITRE 1^{er}

QUELQUES PRINCIPES DU DROIT DE LA RESPONSABILITÉ

Section 1	
Absence de distinction entre les deux ordres de responsabilités	337

§ 1. Place de la responsabilité médicale au sein des ordres de responsabilités	339
§ 2. Identité de raisonnement	342

Section 2	
La preuve	345

§ 1. La charge de la preuve	346
<i>Importance cruciale</i>	347
<i>Arrêts des 14 décembre 2001, 16 décembre 2004 et 12 mai 2006</i>	349
§ 2. Les moyens de preuve	352
<i>Critère du cours normal des choses</i>	353
<i>Notion légale de présomption</i>	356
<i>Témoignages</i>	357
§ 3. L'expertise	358
<i>Appréciation souveraine du rapport d'expertise</i>	363
<i>Force obligatoire d'un compromis d'expertise médicale amiable</i>	364
§ 4. Le rôle du juge	366
<i>Violation de la foi due aux actes</i>	366
<i>Remarque générale en guise de conclusion : l'office du juge</i>	368

Section 3	
La mise en œuvre de l'action en responsabilité	371

§ 1. Coexistence d'un procès pénal et d'un procès civil	371
<i>Principes applicables</i>	372
<i>Autorité de la chose jugée au pénal sur le civil ultérieur</i>	374
§ 2. La prescription	376
<i>Prescription en matière pénale</i>	377
<i>Prescription en matière civile</i>	379

CHAPITRE 2

LA RESPONSABILITÉ CONSACRANT L'EXISTENCE D'UNE FAUTE

Section 1

La notion de faute et la concrétisation de la norme de diligence en matière médicale 385

Méconnaissance d'une obligation ou d'une interdiction légales 387

§ 1. Critère de diligence normale 389

§ 2. Urgence et (état de) nécessité 392

Section 2

Responsabilité pour faute d'autrui 395

§ 1. Responsabilité contractuelle du fait des agents d'exécution 397

Chirurgien et anesthésiste 399

§ 2. Responsabilité extra-contractuelle du fait d'autrui 402

Exonération pour faute légère occasionnelle 404

Section 3

Obligations de moyens et de résultat 406

§ 1. Importance et critère de la distinction 407

Incidences probatoires 408

Intention des parties et caractère aléatoire du résultat 409

§ 2. L'obligation de soins est de moyens 411

§ 3. Certaines obligations accessoires peuvent être de résultat 414

Prescriptions ou interdictions légales 415

Volonté des parties 416

Absence de caractère aléatoire 417

§ 4. Domaines où la reconnaissance d'une obligation
de résultat demeure controversée 421

Stérilisation 423

§ 5. Obligations de sécurité, de garde et de dépôt 427

Sécurité physique du patient 428

Sécurité en milieu psychiatrique 430

Obligation de garde et de dépôt 433

Section 4

Typologie exemplative de fautes retenues 434

§ 1. Fourniture de l'information 436

Risques inhérents à l'intervention 438

Jurisprudence 440

§ 2.	Erreur de diagnostic	444
	<i>Illustrations</i>	446
	<i>Diagnostic tardif</i>	448
	<i>Aspects particuliers</i>	449
	<i>Tests ou examens spécifiques et risques corrélatifs</i>	450
	<i>Diagnostic par téléphone et à distance</i>	452
§ 3.	Choix du traitement.....	453
	<i>Liberté thérapeutique</i>	453
	<i>Applications</i>	455
	<i>Jurisprudence</i>	457
	<i>Répression des abus de la liberté thérapeutique</i>	458
§ 4.	Exécution du traitement	459
	<i>Applications</i>	460
	<i>Retards de réaction</i>	462
§ 5.	Postcure et soins postopératoires	465
	<i>Surveillance postérieure au traitement</i>	466
	<i>Jurisprudence</i>	468
	<i>Devoir d'information et rappel du patient postérieurement au traitement</i>	469

CHAPITRE 3 LA RESPONSABILITÉ DÉPASSANT L'EXISTENCE D'UNE FAUTE

Introduction	472
<i>Instruments de contrôle du pouvoir médical</i>	474
<i>Incidence des droits fondamentaux</i>	475

Section 1

Hypothèses traditionnelles de responsabilité sans faute

§ 1.	Responsabilité du fait des choses viciées	478
	<i>Conditions de la responsabilité du fait des choses viciées</i>	480
	<i>Applications</i>	483
§ 2.	Défaut du produit employé.....	485
	<i>Causes d'exonération ; risque de développement</i>	488
	<i>Jurisprudence</i>	490

Section 2

Prise en compte du risque et exigence de sécurité

§ 1.	Risque et précaution comme faits générateurs de responsabilité médicale ?	497
	<i>Prise en compte du risque</i>	499
	<i>Application du « principe de précaution » ?</i>	500

§ 2.	Sécurité des appareils, produits, médicaments et dispositifs médicaux	503
	<i>Jurisprudence française</i>	504
§ 3.	Infections nosocomiales	508
	<i>Distinction et évolution</i>	509
	<i>Jurisprudence française</i>	511
	<i>Jurisprudence belge classique</i>	515
	<i>Évolution liégeoise</i>	517
	<i>Flux et reflux ?</i>	520
§ 4.	Exclusion de l'aléa thérapeutique	523
	<i>Définition et précisions</i>	523
	<i>Situation en France</i>	525
	<i>Direction à prendre en Belgique</i>	527

Section 3

L'indemnisation des dommages résultant de soins de santé : la loi du 31 mars 2010

528

§ 1.	Les lignes de force du nouveau système d'indemnisation	531
	<i>Champ d'application</i>	531
	<i>Dommage indemnisé</i>	533
	<i>Système général élaboré par la loi du 31 mars 2010</i>	535
	<i>Fonctionnement du nouveau système d'indemnisation</i>	537
	<i>Avis du Fonds et offre d'indemnisation</i>	540
§ 2.	Les conséquences et les limites du nouveau système d'indemnisation	543
	<i>Avenir des notions de risque et d'aléa</i>	543
	<i>Cohérence du système avec les droits du patient</i>	544
	<i>Indemnisation des dommages et maîtrise corporelle</i>	547
	<i>Conclusion quant à la portée de la loi du 31 mars 2010</i>	548

CHAPITRE 4

LA CONSISTANCE DU DOMMAGE ET LA CERTITUDE DU LIEN CAUSAL

Section I

Le dommage

551

§ 1.	Notion de dommage et caractères du dommage indemnisable	555
	<i>Notion et distinctions</i>	555
	<i>Certitude du dommage</i>	558
§ 2.	Évaluation du dommage	559
	<i>Appréciation souveraine et contrôle de la Cour de cassation</i>	560
	<i>Évaluation ex æquo et bono</i>	562
	<i>Répétabilité des frais de conseil technique</i>	563
§ 3.	Notion de perte d'une chance	565
	<i>Notion</i>	566

	<i>Situation et difficultés en matière médicale</i>	568
	<i>Jurisprudence de la Cour de cassation</i>	571
	<i>Perte d'une chance et certitude causale</i>	573
	<i>Perte d'une chance et réalisation d'un risque</i>	576
§ 4.	Place de la perte d'une chance en droit de la responsabilité médicale.....	577
	<i>Jurisprudence</i>	577
	<i>Perte d'une chance et manquement au devoir d'information</i>	580
	<i>Détermination de la valeur des chances perdues</i>	585
Section 2		
Le lien causal		
		587
§ 1.	Constatation de l'existence d'un lien causal certain.....	589
	<i>Théorie de l'équivalence des conditions</i>	589
	<i>Constatation judiciaire et contrôle de la Cour de cassation</i>	592
	<i>Preuve du lien causal</i>	594
§ 2.	Rupture du lien causal par interposition d'une cause étrangère.....	596
	<i>Notion de cause étrangère</i>	597
	<i>Force majeure</i>	599
	<i>Faute d'un tiers</i>	600
§ 3.	Incidence d'une faute du patient.....	601
	<i>Comportement fautif et imputable au patient</i>	603
	<i>Faute du patient avant le traitement</i>	605
	<i>Faute du patient pendant l'exécution du traitement</i>	607
	<i>Faute du patient après le traitement</i>	608

TROISIÈME PARTIE

Les interventions (bio)médicales

Introduction	619
---------------------------	-----

CHAPITRE I^{er}

LA NAISSANCE CONTRÔLÉE

Section I		
La constatation de la naissance et le transsexualisme		
		626
§ 1.	Constatation de la naissance et acquisition de la personnalité juridique.....	626
	<i>Déclaration de la naissance et acte de naissance</i>	626
	<i>Enfants mort-nés</i>	627
	<i>Acquisition de la personnalité juridique</i>	629
§ 2.	Constatation du sexe et transsexualisme.....	631
	<i>Intersexualisme</i>	634

Transsexualisme : position de la question	635
Loi du 10 mai 2007 relative à la transsexualité.....	636
Procédure administrative sur déclaration médicale.....	638
Effets du changement de sexe.....	639

Section 2

La stérilisation

Licéité	641
Stérilisation des handicapés mentaux.....	643
Jurisprudence.....	644

Section 3

L'interruption de grossesse

Principes.....	648
Dépénalisation partielle de l'interruption volontaire de grossesse.....	651
Conditions.....	652
Conditions de licéité d'une I.V.G. au-delà du délai de douze semaines.....	654

Section 4

La responsabilité autour de la naissance d'un enfant.....

§ 1. Atteintes portées à l'enfant à naître ou en train de naître	659
Responsabilité pénale en cas de dommage causé au fœtus avant ou pendant l'accouchement.....	660
Situation en France.....	662
§ 2. Naissance d'un enfant non désiré	665
Naissance d'un enfant non désiré à la suite de l'échec d'une stérilisation ou d'une I.V.G.....	666
Exclusion de tout préjudice postérieur à la naissance.....	668
Jurisprudence.....	671
Incidence d'une décision de la mère sur l'existence du lien causal ?	672
Conclusion.....	675
§ 3. Naissance d'un enfant handicapé	676
Erreur de diagnostic et réalisation d'un risque.....	678
Péripéties françaises.....	679
Jurisprudence belge.....	682
Trois cours d'appel... ..	684
...et une Cour de cassation.....	688
En conclusion : résultat équivalent.....	692

CHAPITRE 2

LA NAISSANCE FAVORISÉE

Section I

Le statut juridique de l'embryon et du fœtus.....

Juridiquement, l'embryon ne saurait être qualifié de « personne »	700
---	-----

Définitions légales « fonctionnelles »	702
Être humain, mais pas encore personne juridique	703

Section 2

La maîtrise du début de la vie :

la procréation médicalement assistée	704
---	-----

§ 1. Cadre général de la loi du 6 juillet 2007 : un consensualisme balisé	708
<i>Gratuité</i>	710
<i>Anonymat et conséquences en matière de filiation</i>	711
<i>Consensualisme</i>	713
<i>Rupture du couple</i>	714
<i>Champ d'application de la loi</i>	715
<i>Gestation pour autrui</i>	716
<i>Eugénisme et clonage</i>	720
§ 2. Cadre spécifique : une réglementation souple et respectueuse	722
<i>Large accès à la PMA</i>	722
<i>Procédure</i>	723
<i>Diagnostic préimplantatoire</i>	724
<i>Embryons surnuméraires et gamètes</i>	726
<i>Utilisation dans le cadre d'un projet parental ou affectation à un programme de recherche</i>	726
<i>Don d'embryons surnuméraires ou de gamètes</i>	727
<i>Collecte et diffusion des informations génétiques</i>	730
<i>Conclusion</i>	731

Section 3

La recherche sur les embryons <i>in vitro</i>	731
--	-----

<i>Présentation</i>	733
§ 1. Cadre légal des recherches	735
<i>Définitions</i>	736
<i>Don d'embryons surnuméraires à des fins de recherche</i>	736
<i>Constitution d'embryons spécifiquement à des fins de recherche</i>	739
§ 2. Conditions de fond des recherches, limites et procédure	740
<i>Conditions de fond substantielles</i>	741
<i>Limites</i>	743
<i>Conditions de procédure</i>	747
<i>Conclusion</i>	748

CHAPITRE 3

LA FIN DE VIE CHOISIE

Section I

La constatation du décès	754
---------------------------------------	-----

<i>Actes de décès</i>	755
-----------------------------	-----

Définition de la mort.....	756
Mort violente ou suspecte.....	758

Section 2

L'euthanasie, l'assistance au suicide et les soins palliatifs..... 759

§ 1. Situation globale du débat sur la fin de vie médicalisée.....	766
Arguments.....	767
Euthanasie « active » et euthanasie « passive ».....	767
Prohibition de l'acharnement thérapeutique et prise en compte du souhait du malade.....	769
Soins palliatifs.....	771
Consécration légale.....	772
§ 2. Cadre général de la loi du 28 mai 2002 : une large place à l'autonomie.....	774
Déplacement de perspectives.....	774
Débat normatif.....	776
Euthanasie et notions voisines.....	779
Droit à la vie versus autonomie décisionnelle : l'arrêt Pretty.....	783
Pretty, Haas, Koch, Gross, Lambert : l'autonomie personnelle en fin de vie.....	786
§ 3. Cadre spécifique : des critères stricts et contrôlés.....	789
Logique de la loi.....	789
Euthanasie d'un patient majeur conscient en phase terminale.....	791
Conditions relatives à l'état médical et à la souffrance.....	792
Colloque singulier et importance de l'information.....	794
Incapables de fait.....	795
Euthanasie en phase non terminale.....	796
Euthanasie pratiquée à la suite d'une déclaration anticipée.....	798
Vérification du respect des conditions légales.....	801
Politiques institutionnelles et devoir de transfert.....	804
§ 4. L'extension de l'euthanasie aux mineurs doués de discernement.....	806
L'impératif de cohérence du droit.....	806
Contenu de la loi du 28 février 2014 ; conditions spécifiques.....	809
Conclusion.....	812

CHAPITRE 4

LES AUTOPSIES ET LES EXPERTISES

Section 1

Les autopsies..... 817

Autopsie judiciaire.....	819
Autopsie médico-scientifique.....	821
Autopsie d'un nourrisson.....	823

Section 2

Les expertises sanguines ou génétiques en matière pénale..... 825

Preuve par le corps en matière pénale.....	827
--	-----

<i>Identification par analyse ADN</i>	828
<i>Analyse ADN de comparaison au stade de l'information préliminaire</i>	830
<i>Analyse ADN dans le cadre de l'instruction préparatoire</i>	832
<i>Conséquences de la mesure d'expertise génétique</i>	833

Section 3

Les expertises sanguines ou génétiques en matière civile	834
§ 1. Conceptions juridiques de la filiation	838
<i>Conception traditionnelle</i>	838
<i>Causalité biologique et élément volontaire</i>	838
<i>Rôle accru de la volonté</i>	839
<i>Conception juridique moderne</i>	840
<i>Équilibrage des composantes biologique et socio-affective</i>	841
§ 2. Expertise sollicitée du vivant de l'intéressé	842
<i>Importance de la preuve de la réalité biologique</i>	842
<i>Expertises génétiques privées</i>	843
<i>Absence de contrainte et pouvoir du juge</i>	845
<i>Hiérarchie de valeurs – droit de connaître ses origines</i>	846
§ 3. Expertise sollicitée après le décès de l'intéressé	850
<i>Exhumation et balance d'intérêts</i>	850
<i>Incise : droit français</i>	852
<i>Exhumation demandée pour d'autres motifs que l'établissement d'une filiation</i>	854

CHAPITRE 5 LES ÉLÉMENTS ET PRODUITS DU CORPS HUMAIN

<i>Interrogations juridiques et éthiques</i>	857
--	-----

Section I

Le sang	859
<i>Nécessité et limites d'une réglementation du prélèvement et de la transfusion du sang</i>	860
§ 1. Réglementation	862
<i>Conditions générales du prélèvement</i>	862
<i>Conditions relatives au donneur</i>	863
<i>Consentement, anonymat, bénévolat et prix de cession excluant tout profit</i>	865
§ 2. Responsabilité encourue à l'occasion d'une transfusion	867
<i>Juxtaposition d'une obligation de moyens et d'une obligation de résultat</i>	867
<i>Responsabilité du fait des produits défectueux</i>	869
<i>Refus de transfusion par conviction philosophique ou religieuse</i>	870
<i>Jurisprudence française</i>	871
<i>Refus de transfusion sur un enfant</i>	873

Section 2

Les organes 875

§ 1.	Champ d'application de la loi et conditions générales	878
	<i>Conditions générales applicables à tout prélèvement</i>	880
§ 2.	Prélèvement sur une personne vivante	882
	<i>Consentement du donneur</i>	882
	<i>Conditions particulières</i>	884
§ 3.	Prélèvement sur une personne décédée	886
	<i>Conditions générales</i>	887
	<i>Système opting out</i>	888
	<i>Suppression du droit d'opposition des proches après le décès</i>	890

Section 3

Le matériel corporel humain 891

§ 1.	Présentation générale de la loi du 19 décembre 2008	894
	<i>Objet et portée du texte</i>	894
	<i>Principes applicables avant la loi du 19 décembre 2008</i>	896
	<i>Permanence du droit de consentir</i>	897
	<i>Structure et champ d'application de la loi</i>	898
§ 2.	Conditions relatives au prélèvement de matériel corporel humain.....	900
	<i>Conditions générales</i>	900
	<i>Gratuité du prélèvement</i>	901
	<i>Exigence et réglementation du consentement</i>	903
	<i>Système opting out après le décès</i>	904
§ 3.	Conditions relatives à l'utilisation de matériel corporel humain	908
	<i>Structures de prélèvement, de stockage et de gestion</i>	908
	<i>Traçabilité du matériel corporel humain</i>	910
	<i>Protection de la vie privée et données personnelles</i>	911
	<i>Contrôle de l'usage pour lequel l'autorisation a été donnée</i>	913
	<i>Droit de destination en cas d'usage secondaire</i>	914

CHAPITRE 6

LES RECHERCHES BIOMÉDICALES

Section I

Le cadre général de réflexion 921

§ 1.	Contexte d'adoption de la loi du 7 mai 2004	921
	<i>Légitimité incertaine de recherches indispensables</i>	921
	<i>But et portée de la loi</i>	924
§ 2.	Champ d'application de la loi du 7 mai 2004	925
	<i>Définition de « l'expérimentation »</i>	926

Notion d'essai clinique.....	927
Typologie des expérimentations.....	928
Sciences humaines.....	930

Section 2

Les conditions de légitimité de la recherche 931

§ 1. Conditions relatives à l'expérimentation en tant que telle.....	932
Nécessité et validité scientifiques.....	932
« Bonnes pratiques cliniques ».....	933
Conditions de fond requises.....	933
§ 2. Compétence et responsabilité des intervenants.....	934
Responsabilité sans faute et assurance obligatoire.....	934
§ 3. Contrôle du comité d'éthique.....	936
Description.....	936
Avis contraignant.....	937
Procédure.....	938
Éléments à examiner par le comité d'éthique.....	939

Section 3

La protection du participant à la recherche 941

§ 1. Situation antérieure à la loi du 7 mai 2004.....	941
Principes.....	941
Sujets inconscients ou en état de mort cérébrale.....	942
Information préalable renforcée et protection de la vie privée.....	943
Responsabilité.....	944
§ 2. Régime général instauré par la loi du 7 mai 2004.....	946
Liberté de prendre part à une recherche.....	946
Consentement exprès et révocable.....	947
Information préalable selon la loi.....	948
§ 3. Règles spécifiques relatives aux participants mineurs.....	950
Cadre des recherches.....	950
Aménagement du consentement.....	951
§ 4. Majeurs incapables ou dont le consentement ne peut être recueilli.....	952
Recherches autorisées.....	952
Précisions quant au consentement.....	953
Conclusion générale.....	955

Bibliographie	957
----------------------------	-----

Index	999
--------------------	-----